



Déclaration au CDEN du 17 septembre

Monsieur le Directeur Académique, Monsieur le Président du Conseil Départemental, mesdames et messieurs,

À l'occasion de la rentrée scolaire, l'exécutif multiplie les allocutions. Pour l'Unsa, il donne le « mauvais » ton sur les questions d'éducation.

Alors que les difficultés du système éducatif sont identifiées depuis longtemps, le président et son ministre cumulent les annonces et sorties hors-sol sans montrer une quelconque volonté d'action face aux inégalités sociales qui pénalisent continuellement la scolarité des enfants de la frange la plus fragile de la population et minent notre République. Ces inégalités sont entretenues par l'absence d'une politique ambitieuse de mixité à l'école pour élargir la base sociale de la réussite scolaire et redonner sens à la promesse démocratique de l'École.

Acte 1 : la campagne laïcité

La campagne d'affiches présentées par le ministère de l'Éducation nationale est largement critiquée car elle confond laïcité avec vivre-ensemble, coexistence et tolérance. Elle amène plus de contresens que de clarté et donne une image de mixité qui n'existe pas dans de très nombreux établissements. En revanche, aucune impulsion n'est donnée, ni pour lutter contre la ségrégation scolaire, ni pour préparer la Journée de la laïcité à l'École du 9 décembre. Un événement qui prend tout son sens cette année où nous commémorerons pour la première fois l'assassinat de Samuel Paty.

Acte 2 : l'allocation rentrée scolaire

Les propos hasardeux du ministre Blanquer sur l'utilisation de l'allocation de rentrée scolaire pour des achats d'écrans plats ont été contredits par les faits à plusieurs reprises. Malgré la tourmente médiatique subie par le locataire de la rue de Grenelle, le président de la République a surenchéri à l'occasion d'une allocution à Marseille, en précisant que nous serions ou aveugles ou naïfs de penser que la totalité des allocations sert à acheter des fournitures scolaires.

Nous regrettons que, dans une société fatiguée par la crise sanitaire, dont l'impact est plus dur pour les publics fragiles, le président de la République et son ministre de l'Éducation nationale se perdent dans de tels errements injustes et stigmatisants.

Acte 3 : situation scolaire à Marseille

Alors que des dizaines d'écoles sont insalubres dans la 2^e ville de France et que les équipes et leurs élèves manquent de tout, le président n'a donné aucun chiffre de l'aide qui serait apportée mais a annoncé sa volonté de créer 50 écoles laboratoires où les directeurs choisiraient leur équipe. Rien d'innovant dans cette vieille lune ressassée depuis des années par des instituts libéraux proches du

pouvoir.

Nous rappelons que les enseignants et personnels éducatifs de Marseille ont montré leur engagement dans des conditions déplorables sans avoir été « choisis » pour cela. Les besoins sont connus : garantir à chaque élève le droit d'être nourri, habillé, soigné et bénéficier d'un égal accès à une éducation scolaire et périscolaire de qualité dans des locaux dignes de l'École de la République. Les réponses concrètes restent à apporter.

La rentrée scolaire aurait dû être l'occasion pour l'exécutif d'impulser une dynamique positive et sereine. Mais visiblement, il a plutôt décidé de partir en campagne en lançant des polémiques qui devraient parler à des électeurs conservateurs ou libéraux sans se soucier des réponses concrètes à apporter aux besoins de l'École, des élèves et des personnels qui y sont pleinement engagés.

A quelques jours de la rentrée, on peut mesurer des effets positifs avec une grande majorité de personnels vaccinés aujourd'hui, une anticipation du protocole, même si celui-ci nous amène encore de nombreuses interrogations et la volonté d'organiser une campagne de vaccination des élèves dès 12 ans.

Mais d'autres éléments restent encore à mettre en œuvre pour que les conditions optimales soient réunies :

- D'abord des moyens de remplacement pour pallier les absences inévitables de personnels liées à l'épidémie et pour mettre en place les différents aménagements imposés par le protocole.
- Ensuite une planification des livraisons de matériel de protection.
- Par ailleurs un vrai accompagnement de la santé physique et psychologique des personnels notamment par une étude d'impact de la crise avec à minima une visite médicale par personnel.
- Enfin, des préconisations accompagnées d'un soutien financier à l'attention des collectivités locales en matière de rénovation et d'aménagement des locaux (point d'eau, toilettes, coin repas des personnels, signalisation des sens de circulation...).

L'Unsa Education a toujours été et reste favorable à tout ce qui peut concilier accompagnement pédagogique et sécurité sanitaire.

Par ailleurs, nous remarquons l'intérêt porté sur les travaux liés à l'énergie, avec une ambition environnementale affirmée qui nous paraît nécessaire et indispensable dans tout notre département. Nous espérons que ces travaux énergétiques seront menés à bien et étendus rapidement à tous les établissements qui en ont besoin.

Concernant à présent les DHG, l'Unsa en a dénoncé plusieurs lors d'instances précédentes et vous alerte encore monsieur le Directeur académique. Certains établissements ont pu « limiter la casse » avec les dotations complémentaires attribuées en fin d'année mais cela reste insuffisant. Trop d'HSA octroyées à la place des heures postes obligent les établissements à faire des choix dans les projets, ce qui n'est pas acceptable.

D'autres établissements se retrouvent avec des classes à 30 élèves ou plus, comme au collège de Puisaye ou celui de Vermenton pour ne citer qu'eux. Pour ce dernier, nous alertons une nouvelle fois sur l'urgence de redonner des heures à ce petit établissement qui est arrivé à la limite d'accueil des élèves de son secteur, devant aller même jusqu'à en refuser !!! C'est inadmissible, surtout après la période qui vient de s'écouler ! Comment expliquer cela aux familles, aux équipes !!! Après avoir fait remonter cette difficulté certaine en fin d'année scolaire, en CTSD et CHSCT derniers, la

situation est figée. Il faut permettre au collège de Vermenton de pouvoir ouvrir une classe de 6ème supplémentaire, au plus vite !!!

Pour poursuivre, nous sommes inquiets sur les propositions de resectorisation de certaines communes, nous resterons vigilants sur les collèges concernés par les pertes d'élèves, comme à Noyers-Sur-Serein ou Courson-Les-Carières. S'il s'agit dans un premier temps d'un petit nombre d'élèves comme vous l'annoncez, il ne faudrait pas que ce nombre grandisse avec le temps pour justifier par la suite une baisse de DHG dans les collèges concernés par les pertes d'élèves. Nous ne l'accepterions pas.

Pour finir, dans notre département, depuis la mise en place des PIALS, ce ne sont que des retours négatifs des AESH qui nous reviennent. Nous vous avons déjà alerté Monsieur le Dasen, en avons parlé aussi lors du dernier CHSCT, le redéploiement des Aesh est incompréhensible, ne tient pas compte de leurs vœux, alors pourquoi leur demander d'en formuler ? Il leur est souvent difficile de contacter le coordinateur de leur PIAL afin d'obtenir des réponses à leurs questions. Les élèves ne bénéficient pas d'un accompagnement à la hauteur de leurs besoins, les dispositifs spécialisés en nombre insuffisants et les personnels en charge de leur suivi sont en tension permanente, ce qui impacte les équipes enseignantes sur le terrain. Dans de nombreux établissements, le nombre d'AESH est bien souvent insuffisant. Comment travailler ainsi dans de bonnes conditions ?

Pour l'Unsa Education
Clémence Hazart
Solange Silvan